

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

C.C.P. N° 05/12022020

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS
Direction de l'Administration Pénitentiaire**

**Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires (RIEP)
11, Rue Louisa Paulin
19015 TULLE**

www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Fourniture et livraison d'articles de visserie, boulonnerie, quincaillerie d'ameublement, serrures, pour mobiliers bois et métalliques destinés aux ateliers RIEP, réparties en 4 lots séparés.

Type de procédure :

Le présent **appel d'offres est ouvert** et est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il est du type accord cadre à bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, sans montant minimum ni montant maximum.

Le présent C.C.P. comporte 20 pages numérotées de 1 à 20



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché

Article 2 - Spécifications techniques

Article 3 - Documents contractuels

Article 4 - Forme et durée du marché

Article 5 - Modalités d'exécution

Article 6 - Délais de livraison

Article 7 – Responsabilités et obligations

Article 8 - Conditions de livraison

Article 9 - Pénalités de retard

Article 10 - Opérations de vérifications – Décisions après vérifications

Article 11 - Garantie particulière

Article 12 - Modalité de détermination du prix

Article 13 - Avance

Article 14 - Établissement de la facture - Paiement

Article 15 - Résiliation et Loi applicable

Article 16 - Éco responsabilité

Article 17 - Disposition diverses

Article 18 - Dérogations aux documents généraux

Annexe I Adresses de livraison

Annexe II : Spécifications techniques lot 4

Article premier - Objet du marché

1.1 - Le présent Accord-cadre porte sur les prestations suivantes

Fourniture et livraison d'articles de visserie, boulonnerie, quincaillerie d'ameublement, serrures, pour mobiliers bois et métalliques destinés aux ateliers RIEP, réparties en 4 lots séparés.

Lot 1 : Fourniture d'articles de visserie et boulonnerie bois destinés aux ateliers RIEP métallerie et menuiserie.

Lot 2 : Fourniture d'articles de visserie et boulonnerie en métal destinés aux ateliers RIEP métal.

Lot 3 : Fourniture d'articles de quincaillerie d'ameublement destinés à être intégrés aux mobiliers bois et métalliques manufacturés par les ateliers RIEP.

Lot 4 : Fourniture de serrures spécifiques destinées à être intégrées aux mobiliers bois et métalliques manufacturés par les ateliers RIEP.

Les articles les plus couramment achetés, leurs caractéristiques et leurs quantités sont définis dans l'annexe « AE offre de prix » et à l'article 2 du présent CCP. Concernant le lot 4, serrures spécifiques, les caractéristiques sont indiquées en « Annexe Technique lot 4 » et dans l'annexe AE correspondante.

Tous les autres articles de visserie, boulonnerie et quincaillerie figurant au catalogue du titulaire sont également inclus au marché du lot concerné.

Le titulaire s'engage à livrer dans les mêmes conditions de prix tous les ateliers RIEP métallerie et menuiserie dont les adresses sont précisées en annexe I du CCP, ainsi que tout nouvel atelier qui pourrait se rattacher ultérieurement au marché.

L'accord cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

1.2 - Tranches et lots

En application des articles R 2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique, la consultation est divisée en 4 lots distincts cités à l'article 1-1 du CCP. Chaque candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs lots. Chaque lot débouche sur la conclusion d'un accord cadre distinct.

1.3 – Quantités

La consultation donnera lieu pour chaque lot à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande. Cet Accord-cadre est conclu sans montant minimum ni maximum.

Les quantités des articles les plus couramment utilisés sont indiquées dans les tableaux des « Annexes AE offre de prix ».

A titre d'information, les consommations annuelles prévisionnelles par lot (en montant €HT) sont les suivantes :

Lot 1 : Visserie bois	30 000,00 €
Lot 2 : Visserie métal	40 000,00 €
Lot 3 : Quincaillerie d'ameublement	200 000,00 €
Lot 4 : Serrures spécifiques	30 000,00 €

Ces valeurs, bien que stables, sont données à titre indicatif et ne constituent en rien un engagement contractuel de la part de la RIEP. En effet, elles sont conditionnées aux ventes de produits manufacturés par la RIEP.

Article 2 – spécifications techniques

2.1 Description générale

Ces articles sont incorporés aux mobiliers en bois (tels que : armoires, tables et caissons de bureau, etc...) et de mobiliers métalliques (tels que : vestiaires, armoires diverses, consignes etc...)

La RIEP est susceptible de commander tout type de visserie, boulonnerie, quincaillerie, serrures figurant au catalogue ou au barème de prix du titulaire selon les conditions de l'article 1.1 du présent CCP.

Lots 1, 2 et 3 : les spécifications techniques sont indiquées dans les annexes AE et dans l'offre du titulaire.

Lot 4 : les serrures doivent être similaires aux produits présentés en « Annexe Technique Lot 4 ».

2.2 – Conformité

Les articles proposés doivent être conformes aux normes et réglementations françaises et européennes en vigueur.

2.3 – Spécimen de référence - échantillon

Pour chaque lot, les candidats doivent fournir les échantillons listés dans le RC accompagnés d'une fiche technique. La fourniture des échantillons est à la charge du candidat.

Les échantillons ne sont pas restitués.

(La date limite de réception des échantillons est indiquée au RC, les offres remises sans échantillons ne seront pas examinées).

2.4 – Pérennité de la prestation

L'organisation du suivi : technique, de commande, commercial et administratif est indiquée dans l'offre du candidat.

A la signature du marché, le titulaire s'engage à identifier un interlocuteur unique afin d'assurer le suivi technique et commercial de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer la RIEP de toute évolution de son organisation en cours d'exécution du marché.

Article 3 – Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-F.C.S, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe AE « Offre de Prix », (accompagné du catalogue général en prix net) ;
- Le présent CCP signé et paraphé dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le(s) avenant(s) éventuel(s);
- Les bons de commande successifs émis au fur et à mesure des besoins.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés de fournitures courantes et de services CCAG/FCS (Arrêté du 19 Janvier 2009) et le code de la commande publique. Le Titulaire déclare connaître parfaitement ces documents.
- La proposition technique : échantillons de référence, fiches techniques, catalogue général et son tarif correspondant *(les conditions indiquées dans les documents du présent dossier de consultation se substituent aux conditions générales de vente et tous documents généraux du titulaire.)*

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Article 4 – Forme et durée des marchés

4.1 Accords-cadres avec émission de bons de commande

Les présents marchés sont des accords-cadres exécutés **par voie de bons de commande**, en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Ces Accords-cadres sont conclus sans minimum ni maximum de commande.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins des ateliers RIEP.

4.2 Commande spécifique

Toute commande de produits de visserie, boulonnerie et quincaillerie d'ameublement ou de serrures ne figurant pas dans l'offre initiale du titulaire ou n'ayant pas fait l'objet d'une adjonction de référence cf. art 5.2 du présent CCP, doit faire l'objet d'un bon de commande validé et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur (ou toute personne du siège de Tulle ayant délégation de signature).

En cas de désaccord sur le tarif d'une commande spécifique, ou dans le cas d'une commande ne pouvant être réalisée par le titulaire dans les délais contractuels, la RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur.

4.3 Durée du marché

Les accords-cadres sont passés pour une première période de un an à compter de leur date de notification. Au-delà, ils sont renouvelables 2 fois par reconduction expresse, pour des nouvelles périodes de 1 an.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 1 mois avant la fin de la première période pour la reconduction ou non du marché. Si aucune décision n'a été prise par le pouvoir adjudicateur, au plus tard, 1 mois avant la fin du marché, il est considéré que celui-ci refuse sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, de sa volonté de se désengager du contrat. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 5 – Modalités d'exécution

5.1 Forme des commandes

Chaque bon de commande comporte :

- la référence au marché,
- la désignation de la fourniture,
- le prix unitaire HT,
- la quantité,
- le montant total HT et TTC,
- le lieu de livraison,
- le délai de livraison.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont **le responsable d'atelier ou toutes personnes habilitées du siège de Tulle**. (Les commandes sont émises à partir de tout document contractuel.)

IMPORTANT : Pour les lots 1 et 2 les commandes s'effectuent par unité de 100 quel que soit le conditionnement. Idem pour les petites pièces du lot 3.

Le délai contractuel de livraison court à compter de la date de réception de la commande.

5.2. Modification de la liste des produits du catalogue

Toute modification du catalogue, tout changement ou adjonction de nouvelles références, intervenant en cours d'exécution du marché, doivent être communiqués sans délai au service Achats –Marchés de la RIEP à TULLE.

Après acceptation écrite, du pouvoir adjudicateur, sous forme d'avenant, ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

En cas de modification de produits lors d'une commande, le titulaire doit proposer des articles de substitution similaires ou équivalents à des conditions tarifaires inférieures ou égales.

Le titulaire doit faire parvenir gratuitement des exemplaires de son catalogue général pour le siège à Tulle et pour chaque atelier référencé en annexe, avec le tarif correspondant. Ces tarifs sont présentés sous format papier et fichier informatique.

Article 6 – Délais de livraison

Les délais de livraison sont mentionnés sur chaque bon de commande et sont conformes aux délais mentionnés par le candidat dans son offre (annexe AE « Offre de prix »). Ils sont décomptés en jours calendaires.

Le délai de livraison maximum pour toute commande est fixé à 20 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

Les candidats doivent obligatoirement indiquer leur délai de livraison dans l'annexes AE « offre de prix ».

Confirmation de commandes :

a) Si dans un délai de 24 heures à compter de la date d'envoi de la commande, le responsable d'atelier n'a pas reçu de réserve de la part du titulaire, la commande est réputée acceptée par ce dernier dans les conditions et les délais définis dans le bon de commande.

b) Dans l'hypothèse d'une demande d'acceptation écrite de commande de la part de l'atelier, si cette acceptation de commande n'est pas retournée à son émetteur dans les 24 heures, la RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur sans autre avertissement. Les excédents de dépenses qui résultent d'une nouvelle commande passée à un autre fournisseur sont à la charge du titulaire. Celles-ci feront l'objet d'une facture émise par l'atelier concerné.

De même, si le titulaire signalait son incapacité à livrer les marchandises commandées dans les délais, la RIEP se réserve le droit de commander ces marchandises à un autre fournisseur dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Article 7 – Responsabilités et obligations

Le titulaire est soumis à une obligation de qualité et de garantie (minimum un an) des produits.

Au cas où le titulaire rencontrerait des difficultés qui remettraient en question sa capacité à respecter ses obligations contractuelles, il lui appartiendra de prendre toutes dispositions pour y remédier.

En tout état de cause, le titulaire s'oblige à informer sans délai le responsable d'atelier et/ou le siège RIEP de toute difficulté rencontrée concernant l'exécution du présent marché.

La mission confiée au titulaire revêt une importance particulière. Son exécution ne saurait souffrir aucun retard ni défaillance, hormis la force majeure et les causes imputables à la personne publique.

En cas de défaillance à ces obligations, il sera fait application des dispositions de l'article 36 du CCAG de FCS relatif à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire ou à la résiliation du marché.

Le titulaire s'engage également :

- À fournir pendant toute la durée de validité du présent marché, les mêmes produits que les échantillons retenus ;
- À reprendre et à échanger toute marchandise défectueuse dans les meilleurs délais sans supplément de coût ;

Article 8 – Conditions de livraison ou d'exécution

8.1 Conditionnement - Emballage

Les fournitures sont **livrées franco de port et d'emballage**. Les opérations de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Le conditionnement et l'emballage sont assurés par le titulaire. Il sera rendu pécuniairement responsable des avaries qui pourraient survenir en cours de transport par suite de défaut ou d'insuffisance du conditionnement.

Une étiquette apposée sur l'emballage doit permettre d'identifier clairement la fourniture livrée.

Dans un souci d'éco-responsabilité, le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre lors du conditionnement pour éviter les livraisons incomplètes et ce dans le but de diminuer la quantité d'emballage et de réduire les coûts de transport.

8.2 Transport

Les fournitures sont livrées dans les locaux des ateliers RIEP.

En cas de livraison partielle d'une commande, tout surcoût de transport pour la livraison du solde de la commande est à la charge du titulaire.

8.3 Horaire et lieu de livraison

La particularité des ateliers RIEP est leur situation dans l'enceinte d'Établissements Pénitentiaires. Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées au moment de la commande, l'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.

Avant toute livraison, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le signataire de la commande afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement. Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

Les adresses de livraison sont indiquées en annexe I du présent CCP.

Article 9 – Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai de livraison contractuel, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = VR / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Par ailleurs, si le dépassement du délai contractuel de livraison entraînait un préjudice pour la RIEP, celui-ci donnera lieu au versement d'une indemnité couvrant les frais de ce préjudice. Cette indemnité fera l'objet d'une facture émise par l'atelier et sera calculée en sus des pénalités ci-dessus.

Les autres clauses de l'article 14 du CCAG – FCS sont pleinement applicables.

Article 10 – Opérations de vérifications – Décisions après vérifications

10.1 Vérifications

Les opérations de vérifications prévues, ci-dessous, sont effectuées dans les conditions stipulées à l'article 22 du CCAG-FCS.

Les fournitures font l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives.

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG.FCS, la RIEP n'est pas tenue d'aviser le titulaire des dates des opérations de vérification.

- **Vérification quantitative**

Le RIEP dispose d'un délai de 30 jours pour procéder aux vérifications quantitatives.

Si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, les pénalités de retard définies à l'article 9 du présent CCP restent pleinement applicables pour les reliquats de commande.

- **Vérification qualitative**

Les vérifications portent sur la conformité à l'usage et sur le contrôle des caractéristiques techniques des produits. Les vérifications qualitatives sont effectuées sans limite dans le temps.

10.2 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG – FCS.

10.2.1 Admission

La décision d'admission des fournitures est réputée acquise après réalisation des opérations de vérification sauf défaut constaté lors de la mise en production des fournitures.

10.2.2 Admission avec réfaction

Une réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est applicable si les opérations de vérification ou d'utilisation mettent en évidence que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions définies par le présent marché, mais peuvent être utilisées en l'état.

Les décisions d'admission assorties d'une réfaction sont notifiées par écrit au titulaire. Elles sont prises sous réserve des vices cachés.

10.2.3 Rejet

Toute livraison, pour lesquelles les opérations de vérification mettent en évidence des défauts ne permettant pas l'utilisation dans des conditions normales, donnera lieu à une décision de rejet.

Chaque décision de rejet est confirmée expressément au titulaire par le Responsable de l'Atelier RIEP ou les services du siège de Tulle. Cette décision peut être effectuée avant ou après le paiement de la facture.

L'enlèvement des fournitures rejetées est entièrement à la charge du titulaire.

10.3- Pénalités pour livraison de produits défectueux

Si la RIEP constate des produits défectueux, le titulaire en est avisé. Dès la réception de la réclamation, le titulaire prend à sa charge le retrait des produits défectueux et les remplace dans les plus brefs délais.

La RIEP se réserve le droit de passer commande à un autre fournisseur, dans le cas où le titulaire serait dans l'incapacité de remplacer les produits défectueux dans un délai qui n'engendrerait pas de retard de production pour la RIEP

Si la RIEP subissait un préjudice lié à la réception de produits défectueux, ce préjudice serait automatiquement répercuté sous forme de pénalités au titulaire.

Article 11 – Garantie particulière

Les produits ont une garantie d'un an minimum (hors usure normale) notamment pour les lots 3 et 4.

Article 12 – Modalités de détermination des prix

12.1 Nature du prix

Pour les produits référencés à l'annexe « AE offre de prix » les prix sont : à l'unité de 100 pour les lots 1 et 2, au 100 ou à l'unité pour le lot 3, unitaire pour le lot 4.

Pour tous les autres articles du catalogue non listés dans l'annexe de l'Acte d'Engagement, le candidat fournit un barème de prix nets correspondant à son catalogue.

(En cas d'impossibilité de fournir un barème de prix net pour l'ensemble de son catalogue le candidat peut fournir un tarif général avec des taux de remise applicables. Ces taux de remise doivent être clairement indiqués et identifiés dans l'offre du candidat.)

Le prix comprend la fourniture, le transport et l'emballage, tout droit et taxe inclus hormis la T.V.A.

Les prix sont établis en Euro.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier la RIEP des offres promotionnelles sur catalogue s'il y a lieu.

En outre, dans le cadre de la pérennité de la relation commerciale, le titulaire met tout en œuvre pour proposer des prix plus compétitifs pour des commandes de gros volume de produits.

12.2 Caractère du prix

Prix de l'annexe AE « offre de Prix »

Les prix des produits listés dans l'annexe AE – Offre de Prix sont révisables annuellement, à compter de la date anniversaire de notification du marché.

La formule de révision a pour but de prendre en compte l'évolution des conditions économiques à la hausse comme à la baisse.

La révision annuelle s'opère selon l'évolution de l'indice INSEE :

- Lots 1 et 2 : Indice de Prix de Production de l'Industrie Française pour le marché Français – CPF 25.94- vis et boulons - Prix de marché–Identifiant 010534688
- Lot 3 : Indice de Prix de Production de l'Industrie Française pour le marché Français - CPF 25.7 –coutellerie, outillage et quincaillerie – Prix de marché–Identifiant 010534680
- Lot 4 : Indice de Prix de Production de l'Industrie Française pour le marché Français - CPF 25.72 –serrures – Prix de marché– Identifiant 010534303

Selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times \frac{PS(n)}{PS(o)}$$

P(n)	est le prix ajusté
P(o)	est le prix initial du marché réputé établi au mois de mars 2020
PS(n)	valeurs du dernier INSEE connu sur la période trimestrielle Précédant la date d'ajustement
PS(o)	valeurs de l'indice INSEE de mars 2020.

Prix des produits du catalogue :

Les prix du catalogue général sont ajustables annuellement dans les mêmes conditions. (à la baisse comme à la hausse.)

En cas de fourniture d'un barème de prix avec taux de remise sur le catalogue générale, l'augmentation tarifaire ne pourra en aucun cas être supérieure au résultat de l'application de la formule ci-dessus.

Les taux de remise indiqués dans l'offre initiale du candidat pourront connaître une évolution à la hausse mais jamais à la baisse, que ce soit, lors de la révision de prix ou lors de la parution d'un nouveau catalogue.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire veille à produire et transmettre par courrier à la personne publique son nouveau catalogue quinze (15) jours avant sa mise en application.

En cas d'augmentation supérieure à 5%, la RIEP se réserve le droit d'engager des négociations avec le titulaire et de résilier le marché sans indemnité si aucun accord n'aboutissait entre les deux parties.

Si la RIEP constatait que le titulaire ne lui a pas fait bénéficier des baisses de tarif auxquelles il pouvait prétendre le marché pourrait être résilié sans aucune indemnité ou contrepartie financière.

Article 13 – Avance et acompte

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance peut être versée au titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique. Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance. Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

Article 14– Etablissement de la facture - Paiement

14.1 Facture

Les factures sont établies en **1 original**, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier, date de facturation
- N° de TVA intracommunautaire
- le numéro du compte bancaire à créditer
- La désignation exhaustive des prestations réalisées ;
- Le montant HT taux TVA, montant TTC ;
- Le code douanier, (en cas d'absence de cette information la facture pourra être retournée à son émetteur afin d'être complétée)
- L'atelier concerné ;

Les factures sont à **poster sur le portail Chorus pro selon les précisions, indiquées ci-dessous ou/et indiquées dans le document annexé à la lettre de notification de marché.**

Les identifiants pour l'envoi des factures sont les suivants :

- Service de l'état ? Répondre NON (information à saisir uniquement en cas de dépôt manuel)
- SIREN : 16001203500038
- Service : indiquer le numéro de service indiqué au bas du bon de commande que vous avez reçu.
- N° d'engagement : ne rien indiquer (donnée facultative pour la RIEP)

Tous les éléments d'information pour l'utilisation de ce portail à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

14.2 Mode de règlement – Délai de paiement

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement.

Les références du ou des comptes bancaires où les paiements doivent être effectués sont indiquées à l'acte d'engagement. Elles peuvent être modifiées par courrier signé du titulaire du marché.

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire).

14.3 Origine du paiement

La **RIEP est un service de l'Etat** organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor créé par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

Comptable assignataire : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE CEDEX (05.55.29.99.32).

Article 15 – Résiliation et Loi applicable

15.1 Résiliation

Le marché peut être résilié en application des conditions mentionnées dans le chapitre VI du CCAG – FCS et selon les clauses du présent CCP.

15.2 Loi applicable

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

15.3 Règlement amiable

Pour tous litiges et en cas de désaccord, il est rappelé qu'il est possible de recourir pour les deux parties aux comités consultatifs de règlement amiable, conformément à l'art R 2197-1 du code de la commande publique

Article 16 – Eco responsabilité

L'offre du titulaire indique les moyens et certifications mis en œuvre en matière d'éco-responsabilité

Article 17 – Dispositions diverses

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de communiquer les documents relatifs à l'article **R324-4 du Code du travail** modifié par le décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005.

Tout changement, de statut ou forme juridique, du titulaire doit être communiqué sans délais et par écrit à l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur, service achat de la RIEP.

Article 18 – Dérogations aux documents généraux

18.1 Dérogations au C.C.A.G.

Certains éléments des articles 3, 6, 9 et 10 du présent CCP dérogent aux conditions du CCAG/FCS.

18.2 Dérogations aux normes homologuées

Sans objet.

Fait à, le

Signature et cachet commercial du candidat

ANNEXE I ADRESSES DE LIVRAISON DES ATELIERS RIEP

Site RIEP	Contact	Adresse	Tel / Fax	Mail
RIEP CD de VAL DE REUIL	Giovanni DERLIQUE Responsable atelier Métal Véronique LECERF – RAL	Les Vignettes - Chaussée de l'Andelle - 27107 VAL DE REUIL CEDEX	Tél. : 02 32 59 63 55 Fax : 02 32 59 22 77	giovanni.derlique@riep-justice.fr veronique.lecerf@riep-justice.fr
RIEP CD de CAEN	Christophe Margot – Chef d'atelier Métal Mathilde BAUGNON – RAL	35 rue du Général MOULIN – BP 6257 – 14065 CAEN Cedex	Tél. : 02 31 74 23 11 Fax : 02 31 74 23 11	Christophe.margot@riep-justice.fr
RIEP CD de Melun	Ahmed Lestal – Responsable atelier Métal M Rached BELARBI – RAL	10, quai de la courtille 77011 MELUN cedex	Tél. : 01 64 10 44 08 Fax : 01 64 39 52 31	ahmed.lestal@riep-justice.fr rached.belarbi@riep-justice.fr
RIEP CP de LORIENT	Jean-Charles LE MOUELLIC – Responsable atelier Métal Lou-Ann RABINIAUX – RAL	B.P. 72 - 56275 PLOEMEUR Cedex	Tél. : 02 97 86 19 04 Fax : 02 97 86 19 04	jc.lemouellic@riep-justice.fr lou-ann.rabiniaux@riep-justice.fr
RIEP MC de SAINT MAUR	Eric BLIN – Responsable atelier Menuiserie Sandrine RAYMOND – RAL	Bel Air 36255 SAINT-MAUR CEDEX	Tél. : 02 54 27 40 01 Fax : 02 54 08 46 51	eric.blin@riep-justice.fr sandrine.raymond@riep-justice.fr
RIEP MC de SAINT MAUR	Emmanuel MARQUES – Responsable atelier Métal Sandrine RAYMOND – RAL	Bel Air 36255 SAINT-MAUR CEDEX	Tél. : 02 54 08 46 75 Fax : 02 54 08 46 63	emmanuel.marques@riep-justice.fr sandrine.raymond@riep-justice.fr
RIEP CD de TOUL	Bruno D'HABIT – Responsable atelier Métal Souad CHARPENTIER – RAL	804 rue du Maréchal Lyautey - B.P. 305 - 54201 TOUL CEDEX	Tél. : 03 83 43 20 47 Fax : 03 83 63 03 99	Bruno.dhabit@riep-justice.fr souad.charpentier@riep-justice.fr
RIEP CD de TOUL	Mickael LAMIELLE – Responsable atelier Menuiserie Laurent COUTURAUD – RAL		Tél. : 03 83 43 20 71 Fax : 03 83 64 47 67	mickael.lamielle@riep-justice.fr laurent.couturaud@riep-justice.fr
RIEP CD D'EYSSSES	Jacques GUILBAUD – Responsable atelier métal Laurence DARTIGUELONGUE – RAL	Rue Pierre Doize BP 315 - 47307 VILLENEUVE-SUR-LOT	Tél. : 05 53 40 11 50 Fax: 05 53 49 21 83	jacques.guilbaud@riep-justice.fr laurence.dartiguelongue@riep-justice.fr
RIEP CD de MURET	Emmanuel CARTET Responsable atelier menuiserie Hubert VERDEL – RAL	Route de Seysses - BP 312 - 31605 MURET Cedex	Tél. : 05 61 51 93 71 Fax : 05 61 51 93 79	emmanuel.cartet@riep-justice.fr hubert.verdel@riep-justice.fr

ANNEXE I
ADRESSES DE LIVRAISON
DES ATELIERS RIEP

Site RIEP	Contact	Adresse	Tel / Fax	Mail
Siège RIEP TULLE	Service Projets Justice Frédéric CEAUX Chargés de projets Julie MAHET - gestionnaire	11 rue Louisa Paulin - BP 534 - 19015 TULLE Cedex	Tél. : 05 55 29 02 08 Tél. : 05 55 29 02 03 Tél. : 05 55 29 99 38	frederic.ceaux@riep-justice.fr julie.mahet@riep-justice.fr
Siège RIEP TULLE	Jean-Pierre CHADELAUD – Responsable Achats	11 rue Louisa Paulin - BP 534 - 19015 TULLE Cedex	Tél. : 05 55 29 99 45 Fax : 05 55 29 99 49	jp.chadelaud@riep-justice.fr
RIEP MC de RIOM	Sébastien VIRMONT – Responsable atelier Menuiserie Patrice Valette – RAL	Route d'Ennezat 63202 RIOM CEDEX	Tél. : 04 73 63 48 68 Fax : 04 73 63 48 69	sebastien.virmont@riep-justice.fr patrice.valette@riep-justice.fr

Complément « ANNEXE TECHNIQUE LOT 4 »

Serrure monnayeur :

Cylindre Interchangeable
 Nombre de combinaison +/- 2 000
 Type d'ambiance Sèche uniquement
 Serrure Main droite
 Rosace Inclus
 Dimensions des pièces ou jetons adaptables Ø 20 mm et Ø 30 mm
 Épaisseur maximum des pièces et jetons 3,2 mm
 Type de clé Double entrée Acier nickelé Gravure du n° de combinaison
 Système de passe Inclus

Serrure cadenassable :

Cylindre Interchangeable
 Fixation Par écrou
 Mouvement de la came standard
 Finition Chrome

Serrure casier :

Cylindre à paillette Interchangeable
 Nombre de combinaisons +/- 10 000
 N° de combinaison gravé en façade et sur les clés
 Type de clé double entrée en acier nickelé
 Système de passe inclus
 Fixation Par écrou
 Finition Chrome

Serrure batteuse :

Nombre de combinaisons +/- 500
 Type de clé double entrée en acier
 Système de passe inclus
 Fixation Par écrou
 Mouvement de la came 180°
 Finition Chrome brillant

Serrure batteuse courte :

Nombre de combinaisons +/- 500
 Type de clé double entrée acier
 Système de passe inclus
 Fixation Par écrou
 Mouvement de la came 180°
 Finition Chrome

Poignée encastrable :

Cylindre Interchangeable
 Nombre de combinaison minimum 2 000
 Poignée Porte droite / Porte gauche
 Came 3 Points
 Rosace Noire

 Type de clé Double entrée en acier nickelé
 Articulée
 Gravure du n° de combinaison
 Système de passe Inclus

Serrure à combinaison :

Cylindre Interchangeable
Nombre de combinaison minimum +/- 2 000
Type déverrouillage Mécanique et automatique
Code de verrouillage/ déverrouillage Utilisateur/ Technicien/ Maître
Type d'alimentation Piles
Durée de vie : mini 50 000 cycles
Indicateur de charge..... Par voyant
Poignée Encastrable
Came Plate, 3 Points
Coloris Argent
Orientation Verticale
Type de clé Double entrée
Système de passe Inclus